

Agriculture familiale et revenus extérieurs dans le Sud-Est tunisien

Abaab A., Thib A., Ben Salem M.

in

Bourenane N. (ed.), Campagne P. (ed.).
Pluriactivité et revenus extérieurs dans l'agriculture méditerranéenne

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 5

1991

pages 147-168

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=91400131>

To cite this article / Pour citer cet article

Abaab A., Thib A., Ben Salem M. **Agriculture familiale et revenus extérieurs dans le Sud-Est tunisien**. In : Bourenane N. (ed.), Campagne P. (ed.). *Pluriactivité et revenus extérieurs dans l'agriculture méditerranéenne*. Montpellier : CIHEAM, 1991. p. 147-168 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 5)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Chapitre sept

Agriculture familiale et revenus extérieurs dans le Sud-Est tunisien

Ali ABAAB, Amor TBIB, Moktar ben SALEM
Institut des Régions Arides
(IRA), Médenine (Tunisie)

Résumé : L'étude a pour objectif de faire la synthèse d'un programme de suivi d'exploitations familiales disposant d'un puits de surface pour l'irrigation situées dans les gouvernorats de Médenine et de Tataouine qui s'est déroulé en 1985 et 1986. Après avoir présenté la zone d'étude sous ses différents aspects, les auteurs rendent compte de l'analyse des structures des exploitations suivies. Ils abordent ensuite le fonctionnement de ces exploitations en utilisant les concepts et les méthodes de l'analyse de système. C'est ainsi que l'on passe successivement en revue les systèmes de culture, l'élevage, le rôle des productions agricoles dans le fonctionnement des exploitations, la gestion de la main-d'œuvre et l'organisation du travail, et le revenu familial. L'étude se termine par une analyse de la pluriactivité et du rôle des revenus extérieurs dans la reproduction des exploitations.

Mots clés : Agriculture familiale - Revenus extérieurs - Suivi d'exploitation - Zones arides - Système de culture - Revenu familial - Revenu agricole.

Cette contribution s'appuie sur un premier essai de synthèse des résultats d'un programme de suivi d'exploitations familiales disposant d'un puits de surface pour l'irrigation.

S'inscrivant dans une perspective d'identification, d'analyse et d'amélioration des structures et des systèmes agraires de la Tunisie méridionale (agriculture en sec, pastoralisme, agriculture oasienne...) ce programme s'est fixé les objectifs suivants :

- analyser la dynamique actuelle des unités de production familiales basées sur l'irrigation avec des puits de surface ;
- étudier les perspectives d'avenir de cette dynamique face aux contraintes écologiques du milieu aride (problème de l'eau, salinisation des sols, ensablement...) et socio-économiques (marché, main-d'œuvre...) auxquelles pourrait être confrontée la région.

Les résultats présentés et commentés dans ce texte sont ceux de la campagne agricole de 1985-1986. Cependant pour compléter et pour préciser certains aspects relatifs au thème de la présente publication une enquête a été menée au niveau de chaque exploitation avant la rédaction de ce texte. Les modalités de collecte de l'information n'ont pas été les mêmes pour les 10 exploitations de l'échantillon étudié :

□ pour les exploitations n° 2, 4, 5, 6, 7, 9 et 10 ces modalités comportent :

- a) une identification des éléments de structure pour chaque exploitation avec une enquête de base annuelle ;
- b) un suivi mensuel pour chaque exploitation appuyé par des fiches technico-économiques concernant les différentes spéculations ;
- c) une enquête de clôture à la fin de chaque campagne agricole afin de vérifier et de discuter les résultats de l'exercice et les changements enregistrés avec l'exploitant.

□ pour les exploitations n° 1, 3, 6 et 8 ces modalités comportent seulement deux passages pour une enquête de base et pour la discussion des résultats de l'exercice précédent.

Il est certain que cette différence, au niveau des modalités de collecte de l'information, se traduit par une différence dans l'appréciation de certains paramètres de reproduction de ces exploitations. Toutefois l'approche globale de la problématique et de la dynamique de ces dernières est peu affectée par cette différence.

I. - Présentation de la région d'étude

1. Aspects géographiques (figure 1)

Couvrant une superficie de 60 973 km² (soit 37,2% du territoire national) les gouvernorats de Médenine et Tataouine, les plus méridionaux du pays, se caractérisent par leur climat aride : une pluviométrie faible et irrégulière (50 à 200 mm/an) des températures élevées et un bilan hydrique déficitaire.

Ce climat aride généralisé comporte des nuances, principalement entre la frange littorale -plaine de la Jeffara- exposée aux effets adoucissants de la Méditerranée et l'intérieur subissant les effets de la continentalité et du Sahara.

Le réseau hydrographique est uniquement constitué de cours d'eau intermittents (oueds) qui sont alimentés pendant la saison pluvieuse par les eaux de ruissellement.

Les réserves hydrauliques du sous-sol sont généralement limitées et d'une salinité relativement élevée. En ce qui concerne la plaine de la Jeffara, où se concentre l'essentiel de l'activité agricole, les ressources en eau sont formées par des nappes superficielles (phréatiques et de sous écoulement dans les oueds) et les nappes profondes, notamment celle du miocène située sur le littoral.

2. Aspects historiques et socio-économiques

D'origine nomade et semi-nomade, la population de la région a connu un processus de fixation et de sédentarisation progressives depuis l'intervention coloniale, vers la fin du XIX^{ème} siècle.

Ce processus s'est traduit au niveau de l'activité sociale et économique par la désagrégation des anciennes structures tribales et communautaires et par la mise en difficulté de l'ancien système de production, basé essentiellement sur l'élevage pastoral et l'agriculture en sec (principalement la céréaliculture).

Au niveau démographique, la région comptait en 1984 une population de 396 218 habitants, soit 5,6% de la population tunisienne (tableau 1)

Tableau 1 : Population des gouvernorats de Médenine et Tataouine (1984).		
Gouvernorat	Population totale	Population urbaine
Médenine	295 889	179 103 (60%)
Tataouine	100 329	43 184 (43%)
Total	396 218	222 287 (56%)

Source : RGP 1984.

Carte de localisation de
la zone d'étude.

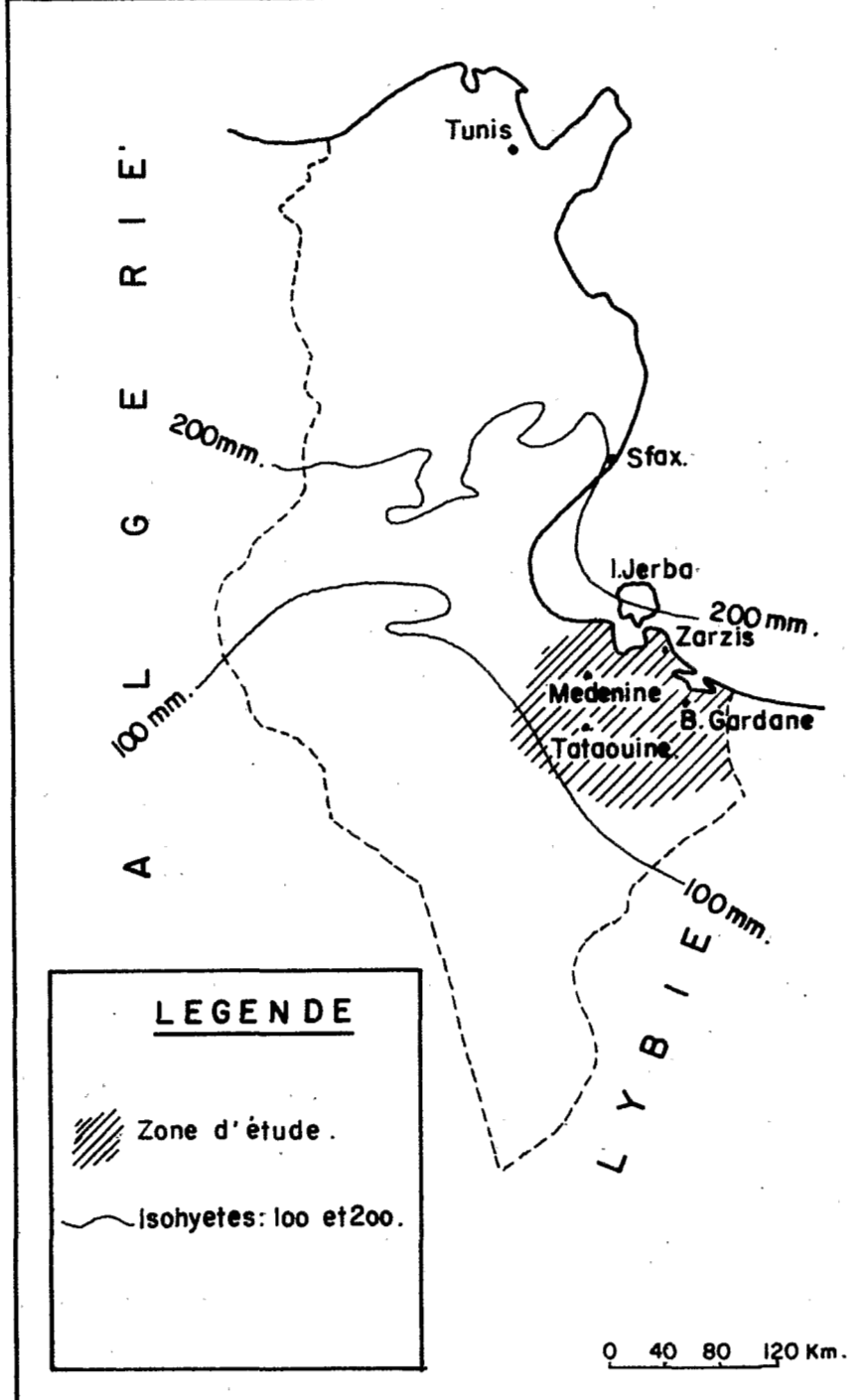
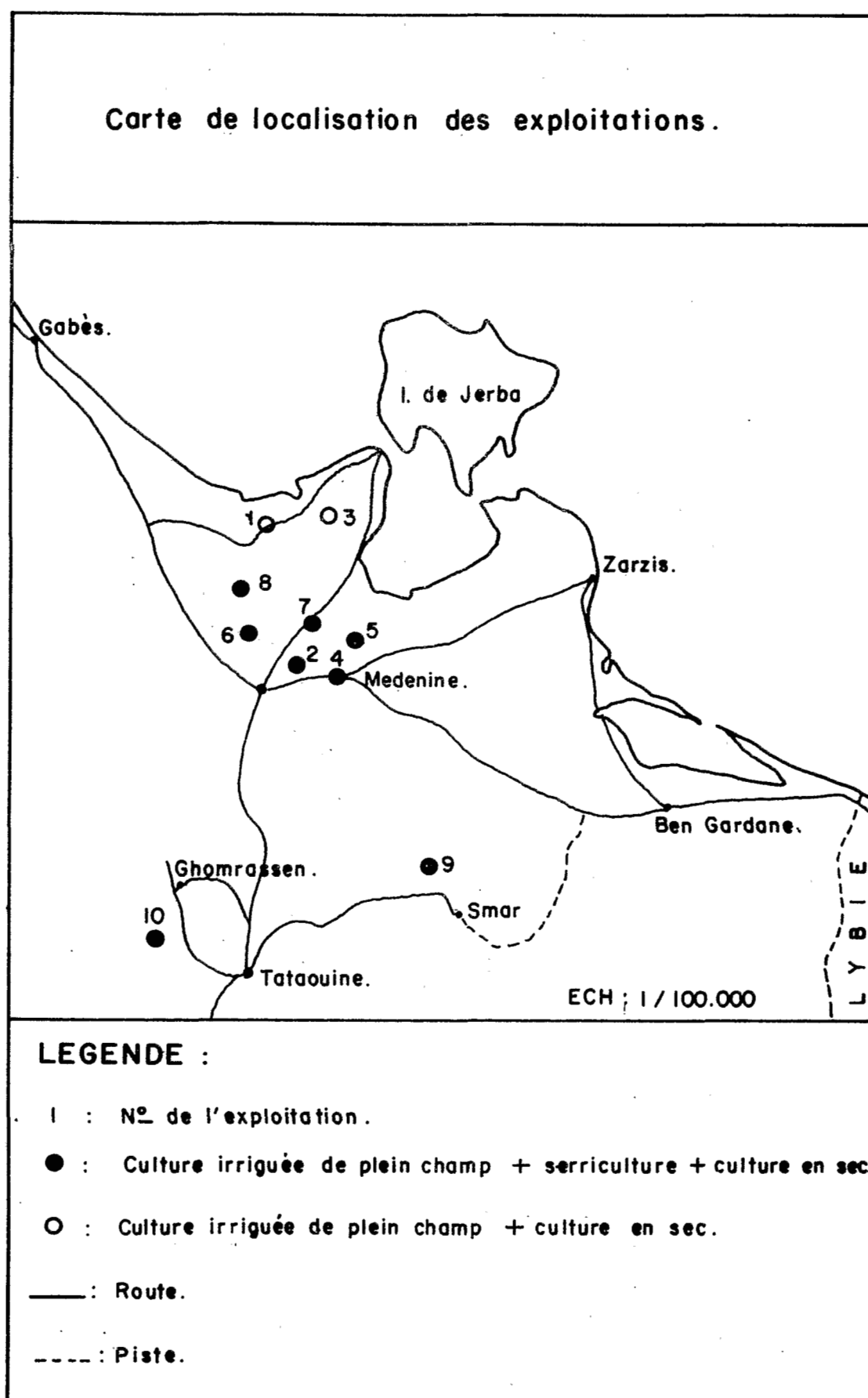


Figure 2



Avec une densité moyenne de 6,4 habitants au km², la population se concentre généralement dans les zones favorisées de la plaine de Jeffara : agglomérations urbaines et frange littorale.

La région constitue un important foyer d'émigration où le phénomène migratoire se distingue, par son ancienneté et par son aspect massif : les statistiques officielles estiment la masse des émigrés de la région en Libye et en Europe occidentale à 5% de la population totale et 18% de la population active. Toutefois, il faut signaler que le nombre réel des émigrants dépasse de loin ces estimations et ceci en raison de l'importance de l'émigration clandestine et non contrôlée, principalement vers la Libye.

Selon le recensement de 1984 la population active comptait 97 600 personnes (dont 82% de sexe masculin) soit 44,5% de la population totale. L'agriculture reste le secteur le plus employeur dans la région avec 30% de la population occupée, ensuite viennent les industries manufacturières (24%) et le secteur tertiaire (21%).

Au niveau économique la région est caractérisée par la présence :

- d'un secteur artisanal et industriel basé sur l'exploitation des ressources pétrolières de l'extrême-Sud et sur les unités manufacturières de transformation principalement dans les branches des matériaux de construction, du textile et de l'agro-alimentaire ;
- d'un important secteur tertiaire qui a connu un développement spectaculaire au cours de la dernière décennie notamment dans les principales agglomérations urbaines ;
- d'une branche touristique, surtout balnéaire, avec la zone touristique de Jerba-Zarzis qui constitue l'un des principaux lieux de concentration des établissements touristiques du pays (17% de la capacité hôtelière nationale) ;
- d'une activité de pêche qui connaît un essor remarquable depuis quelques années, lié aux récentes réalisations portuaires et aux encouragements de l'Etat pour l'acquisition de nouveaux bateaux et équipements de pêche ;
- d'un secteur agricole intégrant : un domaine extensif basé sur l'arboriculture et la céréaliculture en sec et l'élevage pastoral (valorisant les parcours naturels), et un autre, intensif, constitué de petits périmètres irrigués autour des puits de surface.

Le développement accéléré de ce secteur irrigué depuis les années soixante-dix est lié principalement à l'investissement des revenus extra-agricoles (notamment ceux réalisés par l'émigration ouvrière à l'étranger) et à l'appui des différents services techniques et programmes de développement agricole et rural de l'Etat (PDR, FOSDA, PAM)¹.

Devenus une composante essentielle du secteur agricole de la région (avec une importante contribution au niveau de la production et de l'emploi agricoles), les puits de surface sont aujourd'hui confrontés à des contraintes écologiques (déficit en eau, salinisation des sols, problèmes phytosanitaires...) qui nécessitent le recours et l'appui permanents des revenus extra-agricoles pour faire face aux différents aléas (climatique et économiques) caractérisant l'environnement régional.

II. - Structures des exploitations

1. Structures foncières et utilisation des terres

La propriété foncière agricole varie de 4 à 75 ha. Son origine est souvent liée à l'héritage avec parfois un recours à l'achat pour l'extension. Les revenus de l'émigration constituent la principale source de financement de ces extensions foncières (exploitations n° 2, 4 et 6). La mise en culture de ces anciennes terres pastorales nécessite généralement des travaux d'aménagement (décroûtage, défoncement,

nivellement, protection...). L'utilisation actuelle de ces terres concerne le secteur irrigué, avec des superficies réduites entre 2 et 0,2 ha, l'agriculture en sec (arboriculture et céréaliculture) et l'élevage (parcours).

2. Le puits et son équipement

Les exploitations disposent de puits de surface pour l'irrigation avec les eaux des nappes phréatiques qui se trouvent à une profondeur allant de 8 à 30 m. De création récente (1970-1980), ces puits sont équipés par un système de pompage et de stockage de l'eau (pompe et bassin d'accumulation) et par un réseau d'irrigation comportant parfois différents types de conduites : seguis en terre ou bétonnée, PVC, installation "goutte à goutte". Bien que l'eau utilisée pour l'irrigation soit relativement chargée (2 à 4 gr/l), aucune exploitation ne dispose d'un réseau de drainage pour l'évacuation des accumulations de sel dans la terre. Cependant la pratique de l'irrigation par submersion favorise le lessivage des sols et permet par conséquent de réduire les effets de l'irrigation avec ces eaux salées.

Le coût de création et d'équipement de ces puits de surface peut atteindre les 10 000 dinars² par exploitation. Les revenus extra-agricoles (particulièrement ceux de l'émigration) et les divers programmes de subvention et de crédit étatiques ont joué un rôle important dans le financement de ces réalisations hydrauliques.

Tableau 2 : Utilisation des terres (ha).								
Exploitation	Superficie totale	Superficie irriguée			Superficie en sec			
		P. champ	P. protégé	Total irrigué	Arboriculture	Céréale	Maraîchage	Total sec
1	55	1,75	-	1,75	41	10	2	53
2	10	0,10	0,35	0,45	2,3	4	-	6,5
3	4	0,60	-	0,60	2	1,5	-	3,5
4	4	0,37	0,07	0,44	3,5	1	-	4,5
5	10	0,72	0,16	0,88	5	2	-	7
6	10	0,17	0,09	0,26	4,5	7	0,25	11,75
7	7	0,36	0,19	0,55	3	1	-	4
8	75	2	0,09	2,09	7	6	0,5	13,5
9	11	0,38	0,05	0,43	10,5	5,5	-	16
10	25	1	0,05	1,05	11,7	1,5	-	13,2

3. Matériel agricole et utilisation du travail mécanique et animal

Mis à part le petit matériel agricole pour le travail du sol et le traitement des plantes (râteau, pelle, pulvérisateur à dos...), les exploitations ne possèdent aucun équipement mécanique pour la réalisation des différents travaux agricoles. En revanche le recours à la location du tracteur est pratiqué par tous les agriculteurs, avec une moyenne de 25h/an et par exploitation, pour l'exécution des grands travaux au niveau des parcelles irriguées (labour profond, nivellement, protection) et des différents travaux agricoles d'arboriculture ou de céréaliculture en sec (labour, défoncement, battage...). L'absence de tracteur en propriété dans les exploitations s'explique d'une part par le coût de ce matériel (plus de 14 000 dinars pour un tracteur de 70 cv) et d'autre part par les besoins relativement limités des exploitations en raison de l'exiguïté de la superficie irriguée et du caractère extensif et irrégulier des cultures en sec.

L'utilisation de la traction animale reste importante notamment sur les périmètres irrigués. On constate la présence quasi générale d'un animal de trait dans les exploitations pour les différents travaux agricoles (labour, transport, arrosage...).

Sept exploitations sur dix sont équipées d'une camionnette bâchée dont l'acquisition s'est faite généralement avec l'argent de l'émigration ou de l'activité non agricole. La présence de cet équipement est justifié par :

- son utilisation plus intensive et plus diversifiée : transport de la famille, commercialisation des produits agricoles, approvisionnement de l'exploitation en intrants ;
- son coût relativement abordable (par comparaison avec le tracteur) surtout pour les véhicules d'occasion ;
- la possibilité de l'utiliser comme véhicule de location ou de commerce, assurant ainsi un revenu supplémentaire.

Tableau 3 : Moyen de transport, animal de trait et location de tracteur.			
n° exploitation	Camionnette	Animal de trait	Location de tracteur (H/an)
1	1	1	215
2	-	-	28
3	1	1	20
4	1	1	20
5	1	1	42
6	1	1	42
7	1	1	15
8	-	1	26
9	-	1	36
10	1	1	24

4. Structure familiale et main-d'œuvre agricole

La population liée à l'exploitation est composée en moyenne de 12 personnes dont plus de la moitié sont jeunes. L'importance de ce potentiel humain est dû à la structure familiale qui reste marquée par la cohabitation de plusieurs ménages (jusqu'à quatre) dans le cadre de la famille élargie -sous la responsabilité du père ou du frère aîné. Le maintien de la famille élargie traduit une stratégie de reproduction collective basée sur la solidarité et la cohésion entre les membres du groupe familial.

L'âge moyen d'exploitation est relativement élevé (55 ans) et le problème de la succession et la reprise de l'exploitation ne se pose pas. La présence d'héritiers ou de copropriétaires garantit généralement le maintien et la reproduction de l'exploitation.

L'utilisation de la main-d'œuvre familiale est relativement importante. Elle représente en moyenne 2,8 UTH par exploitation. Cette importance s'explique, d'une part par la prédominance de la famille élargie et d'autre part par la contribution de tous les membres de cette dernière au procès de travail. Cependant, il faut remarquer que cette main-d'œuvre représente moins de 50% de la force de travail disponible. Ceci se traduit par un excédent dont une partie est absorbée par les activités non agricoles.

La main-d'œuvre salariée représente en moyenne 0,4 UTH par exploitation soit 14% du total engagé par l'exploitation agricole.

Toutefois, il faut signaler des différences entre les exploitations qui traduisent les conditions spécifiques de chacune d'elles :

- l'utilisation massive de la main-d'œuvre familiale réduit les besoins des exploitations en force de travail salariée (n° 3, 6 et 8) ;
- l'extension des cultures intensives sous plastique (n° 2, 5 et 10) développe le besoin en main-d'œuvre salariée notamment pendant certaines périodes (installation des cultures, taille, collecte...) ;
- le développement de la pluriactivité favorise parfois le recours à la main-d'œuvre salariée (n° 2 et 8).

Tableau 4 : Composition des familles.

Exploitants	Ménages	Adultes	Jeunes	Total
1	3	7	2	9
2	4	9	9	18
3	1	5	6	11
4	2	4	12	16
5	1	3	7	10
6	3	7	13	20
7	1	4	1	5
8	3	7	2	9
9	2	4	13	17
10	2	6	5	11

Tableau 5 : Utilisation de la main-d'œuvre (campagne 1985-1986).

n° exploitation	main-d'œuvre familiale (UTH)	main-d'œuvre salariée	Total
1	3,5	0,5	4
2	2,5	0,6	2,8
3	4	-	4
4	2	0,15	2,15
5	1,75	0,9	2,65
6	4	-	4
7	3	0,1	3,1
8	3,5	0,6	4,1
9	1,9	0,2	2,1
10	2	0,5	2,5

Cette main-d'œuvre salariée est essentiellement saisonnière et occasionnelle, elle dépasse rarement les trois mois par campagne et par exploitation. D'autre part, cette main-d'œuvre est surtout masculine avec un niveau de qualification agricole faible.

Pour conclure cette première partie concernant les structures, nous pouvons dire que les exploitations étudiées sont des exploitations familiales de petite taille disposant d'un potentiel humain et d'une main-d'œuvre familiale abondante. Basée sur une intégration entre les cultures en sec et les cultures en irrigué,

ces exploitations ont bénéficié de l'appui financier des revenus extérieurs (principalement ceux de l'émigration) et des encouragements de l'Etat notamment pour la mise en place du périmètre irrigué et le développement des cultures intensives.

Le fonctionnement de ces exploitations est déterminé par la stratégie de reproduction de tout le groupe familial. Face à un environnement écologique et socio-économique difficile, cette stratégie reste marquée par une souplesse au niveau de la gestion des potentialités et des opportunités offertes à l'exploitation et au groupe familial.

III. - Fonctionnement des exploitations

Pour appréhender les caractéristiques, les modalités et la logique de fonctionnement des exploitations étudiées, nous avons identifié trois composantes principales du système de reproduction du binôme famille-exploitation : la production agricole, la force de travail et le revenu financier. Ces éléments nous permettent d'identifier les différentes logiques de fonctionnement et de reproduction.

1. Système de culture et rôle des différentes productions agricoles

L'ensemble des exploitations pratiquent un système de polyculture associé à un élevage familial. Cette polyculture concerne l'arboriculture et la céréaliculture en sec et les cultures maraîchères, fourragères et arboricoles en irrigué. La présence de toutes ces spéculations est justifiée par un souci de complémentarité entre les productions agricoles, aussi bien pour les besoins de l'autoconsommation que pour ceux de la commercialisation.

A. Le système de culture

a) Les cultures en sec :

- L'arboriculture (tableau 6)

La principale espèce arboricole que possèdent les agriculteurs est l'olivier. Sauf deux d'entre elles (1 et 9), les exploitations ont des plantations ne dépassant pas les 90 pieds. Pratiquée avec la technique du dryfarming (17 pieds/ha), l'oléiculture assure généralement une bonne récolte, tous les deux ans, avec des rendements moyens de 250 à 300 l/ha. Les autres espèces (amandier, figuier, vigne) sont marginales et n'assurent généralement que des rendements très faibles, quelques kilogrammes par pied.

Tableau 6 : Capital arboricole (campagne 1985-1986).

Exploitation Espèce	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Olivier	700	40	37	60	90	75	50	-	180	40
Grenadier	30	20	20	50	1000	50	70	250	100	50
Amandier	-	-	-	-	250	13	50	30	50	-
Pommier	-	35	-	-	300	12	45	100	45	10
Vigne	60	-	-	-	-	-	200	50	20	-
Figuier	20	60	-	14	30	-	10	10	5	-
Palmier	-	-	-	15	-	-	-	-	50	200
Pêcher	-	-	-	5	-	-	-	5	15	-
Abricotier	-	-	-	-	-	-	-	5	8	-
Total	810	155	57	144	1670	150	425	450	473	300

* La céréaliculture

L'orge et le blé dur sont les deux principales céréales cultivées par les agriculteurs en année favorable. Les semences utilisées sont d'origine locale (Ardhaoui pour l'orge et Memri pour le blé) et elles sont soit auto-produites soit achetées sur le marché : la superficie emblavée en moyenne par exploitation, en année favorable, est de l'ordre de 2 à 4 ha pour l'orge et de 1 à 2 ha pour le blé. Les techniques culturales sont simplifiées et elles se limitent aux semailles, au labour et à la récolte. A l'exception de la moisson, toutes les autres opérations sont aujourd'hui mécanisées. Le recours à la location du tracteur est régulier (à raison de 5 dinars/heure de labour).

Les productions et les rendements connaissent une irrégularité inter-annuelle très remarquable. Toutefois pour une pluviométrie moyenne (150 à 200 mm pour la plaine de la Jeffara), les rendements enregistrent des niveaux de 3 à 4 qx/ha pour l'orge et 2 à 3 qx/ha pour le blé.

* Le maraîchage

Il s'agit principalement de la culture de trois espèces : pastèque, melon et oignon. Ces cultures sont généralement pratiquées dans des milieux favorables et bénéficient parfois d'un appoint d'eau pendant la saison sèche. Malgré le caractère aléatoire de leurs rendements, les cultures maraîchères en sec dégagent généralement une valeur ajoutée très appréciée par les agriculteurs. L'exploitant n° 1, qui dispose de grandes superficies en sec, cultive, pendant les années humides, 2 à 3 ha de cucurbitacées (pastèque et melon) dont la valeur ajoutée (900 dinars) dépasse celle dégagée par les cultures maraîchères irriguées (de plein champ).

b) Les cultures en irrigué

* Les cultures protégées

L'introduction des cultures sous abri plastique dans les exploitations est relativement récente. Elle remonte généralement à 4 à 5 ans. Le développement de la serriculture dans la région est très lié à la création en 1981 de l'Office de Mise en Valeur des Périmètres Irrigués (OMVPI). Actuellement on compte dans la région de Médenine et Tataouine plus de 400 éléments de serres installés autour des puits de surface, couvrant une superficie de l'ordre de 20 ha. Cependant, il faut signaler que plus de 25% de ces serres sont abandonnées pour diverses raisons (techniques, sociales, économiques).

Au niveau des exploitations analysées, on remarque tout d'abord que huit exploitations pratiquent les cultures protégées (sous serres ou sous tunnel nantais). Les deux autres exploitations (n° 1 et 3) se limitent aux cultures traditionnelles en sec et en irrigué de plein champ.

La superficie des cultures sous plastique reste limitée (moins de 2 ha pour les huit exploitations) et chaque exploitation dispose généralement d'une serre ou deux avec une superficie de 480 m² par unité.

La gamme des cultures pratiquées sous abri est réduite ; elle concerne essentiellement : la tomate, le piment, le concombre, le melon, la pastèque. Les travaux de préparation de la serre commencent vers la fin du mois de septembre et son occupation dure pratiquement jusqu'à la fin du mois de juin, aussi la serre n'est-elle utilisée qu'une seule fois au cours de l'année.

Les cultures sous abri à haute valeur marchande accaparent généralement la plus grande partie des intrants et des journées de travail de l'exploitation. Les charges à l'ha sont, de loin, plus élevées que celles des autres cultures. Les rendements peuvent atteindre parfois des niveaux très élevés, cependant des disparités entre les exploitations et des irrégularités inter-annuelles au niveau de la même exploitation sont fréquentes.

Les cultures sous abri ne manquent pas de poser d'importants problèmes de conduite surtout au niveau phytosanitaire (le développement des nématodes est une donnée quasi générale dans les exploitations). Ces difficultés se traduisent généralement par la multiplication des échecs de culture et par conséquent par

Tableau 7 : Systèmes de culture.

Exploitation Espèce	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Irrigué de plein champ										
Carotte	X	X	X	X	X	X	X		X	X
Oignon	X		X	X	X	X	X	X	X	X
Piment	X		X	X	X	X		X	X	X
Navet	X		X	X	X			X	X	
Sorgho	X		X	X				X	X	
Persil	X	X					X	X		
Pomme de terre	X			X	X		X		X	
Courge	X		X					X		
Blette	X						X	X		
Luzerne									X	X
Fève			X					X		
Orge				X	X					X
Laitue				X			X			
Ail					X					X
Aubergine						X		X		
Tomate									X	
Petits pois								X		
Concombre								X		
Pastèque								X		
Grenadier	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Pommier		X		X	X	X	X		X	X
Cultures en sec										
Céréales	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Pastèque	X					X		X		
Melon	X							X		
Olivier	X	X	X	X	X	X	X	X	X	X
Cultures protégées - grand abri										
Piment		X			X	X		X	X	X
Tomate		X				X	X	X	X	X
Concombre		X			X		X			
Melon		X			X				X	
Nombre de serres	0	3	0	0	3	2	2	2	1	1
Cultures protégées - petit abri										
Pastèque		X		X	X		X			
Concombre		X			X					
Melon		X		X						
Courge		X		X						

un manque à gagner pour les agriculteurs. Le nombre très réduit des vulgarisateurs des services techniques et la dispersion des serriculteurs à travers tout le territoire régional ne favorisent ni l'encadrement ni un appui technique rapproché pour les agriculteurs.

* Les cultures de plein champ

Pratiquées en deux campagnes, l'une d'hiver et l'autre d'été, les cultures maraîchères de plein champ comportent une gamme relativement étendue d'espèces. La campagne d'hiver concerne : carotte, navet, oignon, pépinière, pomme de terre, fève, ail, persil, blette ; la campagne d'été : piment, tomate, oignon, pastèque, melon, courge, aubergine, sorgho, blette, persil, pomme de terre. Les cucurbitacées, la tomate et le piment, devenus les principales spéculations pratiquées sous serre (en primeurs) sont de moins en moins cultivés en plein champ.

Le nombre des cultures pratiquées sur une exploitation peut être important et atteindre un chiffre relativement élevé pendant une année agricole (13 spéculations pour l'exploitation n° 8). La multiplication des cultures n'irriguant que des superficies réduites s'explique par un souci de répartition des risques liés à la conduite des cultures et au comportement du marché.

Le maintien des cultures de plein champ sur les exploitations qui pratiquent les cultures intensives sous plastique est justifié par la faible exigence des cultures de plein champ en intrants et par le complément de revenus qu'elles dégagent pendant la période creuse des cultures sous abri (été). Toutefois il faut remarquer que l'extension des cultures sous plastique contribue généralement à la réduction de la superficie réservée aux cultures de plein champ : l'exploitant n° 2 qui cultive actuellement 0,35 ha sous plastique limite la superficie de plein champ à 0,10 ha.

Les cultures fourragères et céréalières

Ces cultures sont peu développées dans les exploitations et elles se limitent aux trois espèces les plus pratiquées dans la région : la luzerne, l'orge et le sorgho. Les deux exploitants qui pratiquent la culture de la luzerne réalisent des rendements de l'ordre de 70 t/ha de matière verte. Quant à l'orge qui est cultivée par trois agriculteurs, sa pratique en irrigué dépend beaucoup des conditions climatiques : pendant les années sèches, la céréaliculture en sec devient difficile et par conséquent les agriculteurs mettent en culture une parcelle d'orge en irrigué. Les rendements enregistrés sont en moyenne de 25 qx de grains à l'hectare. Le sorgho qui est l'espèce la plus utilisée, est une culture estivale grande consommatrice d'eau mais avec un cycle végétatif relativement court (3 mois). Les rendements enregistrés par les 5 exploitations qui pratiquent cette culture varient de 20 à 60 qx/ha (de grains).

L'arboriculture

L'arboriculture fruitière en irrigué est une pratique qui commence à prendre de l'importance dans les exploitations. Le développement de nouvelles espèces fruitières telles que le grenadier, le pommier et l'abricotier permet, d'une part de mieux valoriser les eaux d'irrigation, et d'autre part de protéger les cultures herbacées contre les effets du vent et de l'évaporation. Les plantations sont souvent jeunes et par conséquent les rendements et les productions restent négligeables. L'exploitant n° 5, qui mise depuis quelques années sur la culture du grenadier (1 000 pieds) et du pommier (300), dans l'espoir d'assurer une transition des cultures maraîchères (grosses consommatrices de main-d'œuvre) vers l'arboriculture fruitière, est aujourd'hui confronté à de grands problèmes techniques (installation des plants, déficit en eau, problèmes phytosanitaires...) limitant le rendement des arbres.

Les dépenses intermédiaires pour les cultures

Mise à part l'exploitation n° 1 qui dispose d'une grande plantation d'oliviers (700 pieds) nécessitant le recours régulier à la location du tracteur pour le labour et le hersage du sol, les autres exploitations mobilisent l'essentiel de leur trésorerie pour l'irrigation et la fertilisation (achat de fumier) des cultures irriguées.

Les différences entre les exploitations sont dues d'une part à la superficie qu'occupent les cultures irriguées et d'autre part à l'importance des cultures sous serres. En effet, la réussite des cultures intensives sous plastique nécessite des consommations intermédiaires de plus en plus importantes, notamment pour le pompage de l'eau, l'amendement des sols (très pauvres) avec de grandes quantités de fumier acheté sur le marché, et les traitements phytosanitaires. Le développement des cultures intensives a favorisé la propagation de certaines maladies peu connues dans la région, qui ont conduit à l'abandon de certaines d'entre elles. Les exploitations n° 6 et 8 consomment respectivement pour 180 et 250 dinars de produits phytosanitaires pour lutter contre les nématodes qui se sont installés dans les serres.

Le recours aux semences sélectionnées, achetées sur le marché, est devenu une pratique courante chez tous les agriculteurs. L'utilisation de ces semences concerne en premier lieu la culture des primeurs sous plastique. Pour les cultures de plein champ les agriculteurs utilisent les semences locales autoproduites achetées sur le marché.

Les prix des différents intrants utilisés par les agriculteurs connaissent une augmentation continue et peuvent atteindre des niveaux très élevés (certains produits phytosanitaires ou engrais minéraux notamment) grevant ainsi la trésorerie des exploitations.

En conclusion, l'extension des cultures en irrigué et sous plastique accroît d'une façon importante les besoins des exploitations en intrants et services pour assurer la réussite des cultures. En l'absence d'une politique de crédit active, les agriculteurs se trouvent souvent confrontés à des problèmes de trésorerie notamment en début de campagne. Cette situation se traduit généralement par la diminution des achats d'intrants et, par conséquent, par des baisses de rendement.

**Tableau 8 : Dépenses intermédiaires des exploitations
(campagne 1985-1986 — en dinars).**

n° exploitation	Irrigation (pompage)	Fumier	Produits phytosanitaires, engrais chimiques	Semences	Location tracteur	Total
1	178	500	110	-	1 075	1 863
2	300	180	70	26	140	716
3	162	105	29	11	100	407
4	120	146	18	36	100	420
5	360	346	86	222	210	1 224
6	324	336	252	57	210	1 179
7	300	292	137	264	75	1 068
8	351	525	340	250	130	1 596
9	187	140	28	145	180	680
10	206	183	46	197	120	752

B. L'élevage

Le cheptel élevé dans les exploitations est formé essentiellement de petits troupeaux d'ovins et de caprins. Mises à part deux exploitations (1 et 8) qui disposent de grandes superficies pour le pâturage (respectivement 55 et 75 ha), les exploitations ont des effectifs très limités : entre 4 et 10 têtes, dont l'intégration à l'exploitation est assurée par la valorisation des sous-produits agricoles.

Tableau 9 : Evolution des prix d'intrants agricoles (1981-1987).

	Unité	1981	1984	1987	%		
					1984/1981	1987/1981	1987/1984
Engrais minéraux							
- Super 45	d./q	4 725	5 000	12 240	6	275	149
- Sulfate de potasse	d./q	18 500	23 100	32 000	25	73	38
- Ammonitrite	d./q	7 150	7 150	12 320	0	72	72
- Nitrate de potasse	d./q	30 800	44 500	91 000	44,5	195	104
Produits phytosanitaires							
- Pelt 44	d./kg	6 050	7 700	11 100	27	83	44
- Kafil	d./kg	-	10 950	16 000	-	-	46
- Benlate	d./kg	-	25 300	31 500	-	-	24
- Dithane M 45	d./kg	1 450	1 600	6 000	10	313	275
- Rubigan	d./l	28 000	28 000	2 800	0	0	0
- Furan	d./kg	-	3 200	3 300	-	-	22
- Schell DD	d./l	700	1 285	1 520	83,5	117	18
Semences							
- Melon 6802	d./kg	380 000	425 000	850 000	12	123	100
- Tomate F 120	d./kg	2 310 000	2 650 000	3 350 000	15	45	26
- Piment Beldi	d./kg	82 500	82 500	90 000	-	9	9
- Plastique	d./kg	1 250	1 850	1 600	48	28	- 15
- Pulvérisateur	d.	27 500	36 500	41 600	33	51	14

Prix pratiqués par l'office de mise en valeur des périmètres irrigués de Gabès et de Médenine.

Tableau 10 : Cheptel ovin et caprin.

Exploitation Espèce	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Ovins	10	-	6	5	-	7	4	15	8	5
Caprins	6	-	3	-	-	-	-	10	2	2
Total	16	-	9	5	-	7	4	25	10	7

D'une façon générale les agriculteurs ne sont pas très intéressés par le développement de l'élevage en raison, semble-t-il, de la concurrence qu'exerce cette activité sur la production végétale, aussi bien pour l'utilisation de la main-d'œuvre que pour la consommation des intrants. L'élevage conserve un aspect traditionnel avec occasionnellement le recours aux parcours éloignés dans le cadre de contrats d'association avec des éleveurs-bergers.

C. Rôle des productions agricoles dans le fonctionnement des exploitations

L'analyse du comportement des différents exploitants, pour les productions végétales et animales, nous permet de faire les constatations suivantes :

- il existe une certaine complémentarité entre les différentes spéculations dans le cadre d'une stratégie de reproduction familiale associant l'autoconsommation et la commercialisation des produits agricoles. La diversification du système de culture répond à cette double préoccupation des agriculteurs ;
- au niveau des exploitations intensives, les cultures sous plastique, considérées comme les plus rémunératrices, constituent la base du système de production. La réussite de ces cultures est souvent l'enjeu principal de la campagne agricole, et par conséquent mobilise toutes les énergies ;
- pour les exploitations où dominent les cultures en sec et irrigué de plein champ (1 et 3), la production agricole est destinée en premier lieu à l'autoconsommation et le surplus commercialisé ne permet qu'un appoint financier qui vient compléter les revenus extra-agricoles.

Nous allons passer en revue les différentes cultures pour voir leur rôle dans le fonctionnement des exploitations :

- l'arboriculture en sec constituée essentiellement d'oliviers assure une partie, voire la totalité, des besoins familiaux en huile et de ceux du petit bétail en aliment de complément (grignon d'olives et bois de taille). Seul l'exploitant n° 1 qui a mis l'accent sur cette production (700 pieds) dégage, en année favorable, une bonne production dont une grande partie est vendue sur le marché ;
- la céréaliculture en sec avec ses rendements très faibles joue un rôle très appréciable pour l'autoconsommation. Les productions sont entièrement consacrées à l'alimentation de la famille et du troupeau. Le modèle de consommation alimentaire reste très marqué par les céréales dont les variétés locales d'orge et de blé sont considérées comme des variétés nobles et par conséquent très recherchées, surtout en année peu pluvieuse. La pratique de ces cultures répond à une stratégie d'autosubsistance et de sécurité alimentaire observée par les familles face à un environnement qui reste marqué par des pénuries périodiques (sécheresse et ruptures d'approvisionnement du marché) ;
- les cultures maraîchères en irrigué de plein champ qui s'étalent sur toute l'année assurent, en plus de l'autoconsommation des familles (10 à 15% de la population totale), la trésorerie courante de l'exploitation avec la vente d'une partie de la production : l'oignon, le persil sont cultivés pratiquement pendant toute l'année et assurent une rentrée d'argent presque quotidienne. La vente de ces cultures se fait aussi bien les jours de marché hebdomadaire en ville que sur l'exploitation, notamment pour la consommation des populations environnantes ;

- les cultures maraîchères sous plastique qui dégagent la valeur ajoutée la plus importante, sont destinées essentiellement au marché. L'introduction et le développement de ces cultures dans certaines exploitations (2, 5, 6, 7) constituent une étape très importante dans le passage du système de production de ces exploitations d'une agriculture traditionnelle où l'autoconsommation joue un rôle de premier plan à une agriculture beaucoup plus soucieuse des rendements et du marché et par conséquent de la rentabilité.

La réussite de ces cultures se traduit généralement par une amélioration de la trésorerie des exploitations avec des effets positifs sur le renouvellement de l'appareil de production et sur la relance de la campagne. Pratiquées en une seule campagne, les cultures sous plastique sont nécessairement associées aux autres cultures (en sec et en irrigué de plein champ) pour assurer d'une part l'autoconsommation de la famille et du cheptel et d'autre part la trésorerie courante notamment pendant la période creuse (de juin à novembre).

Tableau 11 : Rendement à l'ha pour quelques cultures irriguées sous serres et de plein champ (campagne 1985-1986).

n° exploitation	Serres				Plein champ			
	Tomate		Piment		Carotte		Oignon	
	Superficie m ²	Rendement t / ha	Superficie m ²	Rendement t / ha	Superficie m ²	Rendement t / ha	Superficie m ²	Rendement t / ha
1	-	-	-	-	2 500	8	2 500	6,4
2	480	66,6	480	44,8	500	45	-	-
3	-	-	-	-	1 200	41,6	1 250	20
4	-	-	-	-	1 200	27,5	800	20
5	480	53,7	480	31,7	2 500	17	1 200	14
6	480	70	480	60	300	20	200	20
7	480	110	-	-	-	-	900	10
8	480	120	480	60	-	-	5 000	13
9	160	16	160	33	100	26	600	16
10	240	14	240	53	1 125	65,6	2 000	10,7

a) Les cultures céréalières et fourragères en irrigué

Ces cultures, en général peu développées, sont destinées (à l'exception du sorgho) essentiellement à l'alimentation du cheptel. Elles assurent l'essentiel de son alimentation sur parcours et avec des sous-produits agricoles. Toutefois en année de sécheresse, la production de l'orge irriguée assure aussi une partie des besoins de la famille en grain. Quant au sorgho dont le grain est très demandé sur le marché pour la consommation humaine, avec des prix très avantageux (80 à 90 dinars/quintal), il est destiné en premier lieu au marché. La vente de la production en pleine période estivale permet l'entrée d'une masse d'argent fort appréciée par les agriculteurs, notamment pour la préparation de la campagne serricole.

b) La production animale

Le troupeau (essentiellement ovin et caprin) produit de la viande, du lait et de la laine qui sont autoconsommés (viande, lait et laine) ou commercialisés (viande).

Le troupeau constitue aussi une sorte de caisse d'épargne où s'accumule le surplus et auquel l'exploitant recourt en cas de nécessité. Aucun exploitant ne pratique donc d'élevage spéculatif basé sur l'engraissement régulier des animaux, sur l'exploitation et la vente.

Les systèmes de production étudiés sont donc des systèmes de polyculture-élevage. La complémentarité entre les fonctions des différentes spéculations traduit le dynamisme des systèmes en place et leur pouvoir d'adaptation face aux exigences de l'environnement. Les différences apparaissent entre les exploitations ayant développé les cultures intensives (sous plastique) et les exploitations pratiquant uniquement les cultures de plein champ. Ces différences concernent en premier lieu le rôle du marché qui prend de l'importance pour les premières et garde une place relativement modeste pour les secondes.

2. La gestion de la main-d'œuvre et l'organisation du travail

La gestion de la force de travail familiale constitue un enjeu fondamental pour la reproduction du groupe familial. L'affectation du potentiel disponible concerne aussi bien le travail agricole que celui réalisé à l'extérieur de l'exploitation. Elle se fait généralement sur la base du schéma suivant :

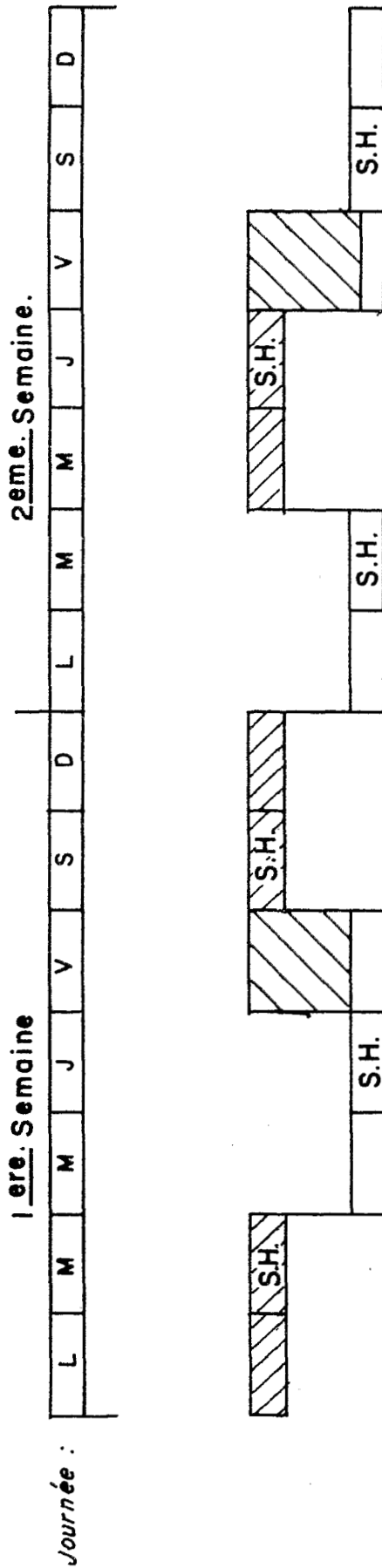
- le chef de famille s'occupe en principe du contact avec l'extérieur (achat, vente...) et participe aux différents travaux agricoles. Pour les chefs d'exploitations n° 3, 4, 5, 6 et 8 qui pratiquent une activité commerciale, leur participation au travail agricole n'est que partielle ;
- les actifs masculins (adultes) constituent les principales UTH de l'exploitation ; ils assurent les grands travaux agricoles (labour, taille, mise en planche, installation des abris, transport...). Pour les exploitations n° 1, 2, 7 et 9 ces membres sont plutôt employés à l'extérieur de l'exploitation surtout dans le commerce, le bâtiment et les services. Les vacances annuelles et les repos hebdomadaires sont généralement consacrés au travail sur l'exploitation ;
- les femmes, en plus des charges ménagères, participent d'une façon intensive aux différents travaux agricoles notamment le désherbage, la collecte, la moisson et le binage. Quant aux enfants leur participation aux travaux agricoles concerne surtout le gardiennage des animaux, l'irrigation, le désherbage et la lutte contre les moineaux. L'intervention des enfants est remarquable surtout pendant les vacances scolaires qui correspondent généralement à une intense activité agricole liée à la présence sur l'exploitation d'un potentiel de main-d'œuvre enfantine ;
- le recours à la force de travail salariée intervient généralement pour la réalisation des travaux pénibles ou ceux exigeant une technicité particulière (labour, nivellement, installation d'abris, taille des arbres...).

A. Stratégies adoptées pour la gestion de la force de travail

Globalement, les stratégies adaptées sont basées sur une rationalité tenant compte des besoins de l'ensemble du système (famille-exploitation) tout en cherchant une valorisation maximum des opportunités (à l'intérieur et à l'extérieur de l'exploitation) offertes au groupe familial. Aussi ces stratégies sont très diversifiées et reflètent les conditions propres de chaque unité de production familiale. Plusieurs exemples nous permettent de saisir cette diversité :

- La famille propriétaire de l'exploitation n° 10 a deux de ses membres actifs qui sont employés dans une épicerie au Cap Bon (nord-est de la Tunisie). Ils pratiquent une émigration tournante, d'une durée de 6 à 8 mois, qui leur permet de réserver le reste de l'année au travail agricole sur l'exploitation.
- L'exploitation n° 1 est située dans une zone côtière, ce qui permet à ses membres de pratiquer une activité de pêche et de commerce de clovisse. L'affectation de la main d'œuvre familiale et le recours à la main-d'œuvre salariée se font sur la base des besoins de la saison de pêche et des exigences de la production oléicole (700 pieds).
- L'exploitation n° 5 dont l'effectif de main-d'œuvre familiale est limité (surtout des jeunes filles scolarisées) rencontre de sérieux problèmes pour la conduite des cultures, ce qui a nécessité le recours régulier à la main-d'œuvre salariée. Les charges supplémentaires dues à l'emploi de cette main-d'œuvre conjuguées aux difficultés techniques que rencontrent les cultures sous plastique (infestation des serres par les nématodes, épuisement des sols, insuffisance de l'eau) ont contraint le chef de l'exploitation à s'associer avec un autre agriculteur pour ouvrir un petit commerce en ville. Son emploi du temps comporte deux jours de travail pour l'exploitation et deux jours pour la boutique, avec une fermeture hebdomadaire le vendredi. Cette entente entre les deux partenaires permet à chacun de se consacrer une fois ou deux par semaine aux souks hebdomadaires pour la commercialisation des produits de l'exploitation (*figure 3*).

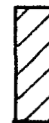
PLURIACTIVITE ET EMPLOI DU TEMPS POUR L'EXPLOITANT N° 5.



LEGENDE :



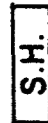
Agriculture.



Commerce (en association avec un autre exploitant).



Fermeture hebdomadaire de l'épicerie (présence sur l'exploitation).



Souk hebdomadaire.

- Certains aspects sociaux (notamment le mariage ou le service militaire) peuvent avoir des effets directs sur les stratégies de gestion de la force de travail et par conséquent sur la conduite de l'exploitation. Ainsi, le départ d'un membre de la famille à l'extérieur du système engendre la nécessité d'une extension de la famille par le biais du mariage pour combler le déficit en main-d'œuvre (exploitation n° 8). Dans un cas opposé, le mariage d'un fils provoque une surcharge de main-d'œuvre (arrivée d'une femme) au niveau de l'exploitation entraînant la recherche d'un emploi pour le nouveau marié à l'extérieur de l'exploitation pour se procurer un revenu supplémentaire (exploitation n° 10).

En conclusion nous pouvons dire que la gestion de la main-d'œuvre familiale est devenue une donnée fondamentale du système de reproduction de l'exploitation et du groupe familial. Avec le développement de la pluriactivité, la maîtrise du facteur travail exige une restructuration continue de l'appareil de production pour aboutir à une meilleure valorisation du potentiel disponible.

3. Le revenu familial dans les exploitations

A. Structure du revenu

Globalement le revenu moyen réalisé annuellement par les familles est de l'ordre de 5 000 dinars. L'exploitation et le travail extra-agricole contribuent à 57 et 43% à la formation de ce revenu moyen. La structure des revenus des familles est marquée par des différences notables entre les exploitations. Ces différences concernent aussi bien la structure globale du revenu et la contribution respective de chacune de ses composantes que la constitution et les caractéristiques du revenu agricole.

Pour le premier aspect (revenu global), nous constatons qu'une forte majorité d'exploitations (sept) ne dispose que d'un revenu modeste de 3 à 4 000 dinars soit deux à trois fois le SMIG pour des familles nombreuses, avec parfois plusieurs membres actifs. Les exploitations n° 1 et 8 dont les familles sont composées surtout de membres adultes pluriactifs réalisent des revenus plus importants (5 à 6 000 dinars). L'exploitation n° 10 avec une structure familiale équilibrée (entre jeunes et adultes), un important potentiel agricole productif et une activité commerciale diversifiée, réalise le revenu le plus important estimé à 10 135 dinars.

Le revenu agricole représente pour six exploitations plus de 50% du revenu global annuel. Cette proportion dépasse les 70% pour les exploitations n° 2, 5, 7 et 8 qui ont l'expérience la plus longue en matière d'agriculture intensive, notamment sericole. Pour ces exploitations, l'activité agricole devient la principale source de revenu. Dans les exploitations (n° 1, 3, 4 et 9) dont le revenu agricole couvre moins de 50% du revenu global, la production agricole a un caractère extensif et le travail à l'extérieur de l'exploitation accapare l'essentiel du potentiel humain disponible.

Pour compléter cette analyse comparative du revenu agricole des exploitations, nous avons examiné l'efficacité financière de la main-d'œuvre familiale employée sur l'exploitation, par rapport au SMAG. Cet examen nous permet de faire les commentaires suivants :

- Le revenu agricole par UTH dans cinq exploitations de notre échantillon n'assure même pas le SMAG pour la main-d'œuvre familiale mobilisée sur l'exploitation. Ceci se traduit par une sous-rémunération du travail agricole effectué qui n'est compensée que partiellement par l'autoconsommation. Parmi ces cinq exploitations nous trouvons les exploitations n° 1 et 3 qui ne pratiquent pas les cultures sous plastique et l'exploitation n° 4 qui dispose d'une superficie très réduite (0,07 ha) de cultures sous tunnel nantais. Pour l'exploitation n° 1, malgré la présence de grandes étendues (53 ha) de cultures en sec (céréaliculture, oléiculture, maraîchage), le revenu agricole par UTH reste en deçà du SMAG en raison de la faiblesse et de l'irrégularité des rendements. Dans les deux autres exploitations (n° 6 et 9) la présence d'un fort potentiel humain productif (n° 6) et le mauvais état sanitaire du sol lié à la propagation des nématodes (n° 9) expliquent le bas niveau du revenu agricole.

- Les exploitations qui enregistrent une bonne efficacité financière de leur main-d'œuvre familiale se distinguent par leur superficie irriguée relativement élevée dont une bonne partie est réservée aux cultures sous plastique et parfois par un nombre limité d'UTH (n° 2, 5 et 10).

Tableau 12 : Composition du revenu.

n° exploitation	Revenu agricole	%	Revenu extra-agricole	%	Total
1	2 470	45	3 150	55	5 620
2	3 080	72	1 200	28	4 280
3	1 650	38	2 700	62	4 350
4	1 200	40	1 800	60	3 000
5	3 262	77	1 000	23	4 262
6	2 595	55	2 080	45	4 675
7	3 300	79	900	21	4 200
8	4 904	80	1 200	20	6 104
9	1 312	36	2 400	64	3 712
10	5 135	50,5	5 000	49,5	10 135

Des disparités de composition et de rôle du revenu agricole existent donc entre les exploitations. Elles sont liées au niveau d'intensification de l'activité agricole dans chacune des exploitations, le développement des cultures en irrigué et plus particulièrement de la sericulture se traduisant par une amélioration très sensible du revenu agricole.

Bien que le revenu agricole garde une place importante dans la formation du revenu global des familles, il faut remarquer le recours de plus en plus important aux revenus non-agricoles. Ces revenus, dont la présence s'explique, entre autres, par le bas niveau des revenus agricoles, deviennent pour certaines familles la principale source financière.

Tableau 13 : Revenu agricole par UTH familiale (campagne 1985-1986).

n° exploitation	Revenu agricole global	UTH familiales	Revenu agricole annuel D/UTH	RA/UTH/SMAG %
1	2 470	3,5	706	81
2	3 080	2,2	1 400	161
3	1 650	4	413	47
4	1 200	2	600	69
5	3 262	1,75	1 864	214
6	2 595	4	649	74
7	3 300	3	1 100	126
8	4 904	3,5	1 401	161
9	1 312	1,9	691	80
10	5 135	2	2 567	295

SMAG 1986 = 870 d./300 j.t.

B. Pluriactivité et rôle des revenus extérieurs

La pluriactivité est un phénomène général qui touche toutes les exploitations de l'échantillon. Il concerne aussi bien le chef de l'exploitation que les autres membres productifs de la famille. En réalité cette situation n'est pas propre à notre échantillon, car différentes enquêtes et études, réalisées dans le Sud tunisien, montrent l'importance du phénomène pour les différents secteurs de l'activité agricole (oasis, élevage, agriculture en sec et puits de surface).

Une enquête, réalisée en 1986 sur les pratiques de l'élevage pastoral dans le Sud-Est tunisien³, montre que la population pratiquant directement l'élevage sur les parcours représente seulement 37% des propriétaires et possède environ 62% du cheptel enquêté. D'autres catégories d'éleveurs (commerçants, fonctionnaires, artisans, entrepreneurs...) continuent à pratiquer l'élevage soit en association avec des éleveurs-bergers soit en employant des bergers salariés. L'entretien de cet élevage pastoral s'appuie sur les revenus gagnés dans les autres branches d'activité et qui servent entre autres pour l'achat des aliments de supplémentation (surtout pendant les années de disette) et pour le paiement du gardiennage.

Aujourd'hui la pratique de l'élevage steppique est nécessairement associée à d'autres activités qui assurent le maintien et la reproduction de cette activité dont le rôle de caisse d'épargne et de réserve stratégique est essentiel pour la reproduction du groupe familial.

En dehors de l'agriculture, la pluriactivité, chez les familles d'exploitants, concerne principalement le petit commerce alimentaire, le salariat (non agricole), l'émigration et les services. Les revenus dégagés par ces activités non agricoles représentent parfois des proportions très importantes du revenu familial. Ce sont surtout les exploitations à faible niveau d'intensification qui sont dans cette situation. Pour les autres, bien que le revenu agricole continue à être la principale source financière, le complément de revenu fourni par le travail à l'extérieur devient indispensable pour subvenir aux besoins de l'exploitation et de la famille. L'examen du rôle des revenus extérieurs dans le système de reproduction de nos exploitations nous permet de faire les constats suivants :

- L'importance et la composition de la famille : la présence de plusieurs ménages et d'adultes (surtout de sexe masculin) se traduit généralement par la recherche d'une activité en dehors de l'exploitation. La structure de la famille élargie, qui reste dominante dans la région, nécessite une diversification des sources de revenu pour assurer la reproduction du groupe familial.
- Le niveau d'intensification de la production agricole joue un rôle dans le recours ou non aux revenus extérieurs : le développement des cultures intensives accroît les besoins en main-d'œuvre (entraînant une absence de travail à l'extérieur), mais aussi en intrants et en moyens de production (d'où la nécessité d'avoir des ressources financières supplémentaires). Pour les exploitations où dominent les cultures en sec et les cultures irriguées de plein champ, les revenus extra-agricoles sont une nécessité (exploitation n° 1 et 3). Même situation pour les exploitations pratiquant des cultures intensives mais qui n'arrivent pas à s'en sortir en raison de la présence de facteurs limitants difficilement contournables : insuffisance de l'eau, épuisement du sol, problèmes phytosanitaires, problèmes d'écoulement... (exploitations n° 5, 6, 8, 9).
- L'absence ou la sous-rémunération de la force de travail familiale, notamment celle des aides familiaux, se traduit généralement par un désir d'émancipation et d'amélioration des conditions de vie, notamment par le travail à l'extérieur de l'exploitation. Le service militaire constitue une étape importante dans le processus d'émancipation de ces aides familiaux et leur emploi en dehors de l'exploitation. Cette émancipation se traduit par une marge d'autonomie (surtout financière) pour chaque membre actif et par une contribution personnelle au revenu de la famille.

La pluriactivité et les revenus extra-agricoles constituent donc aujourd'hui une donnée importante du système de reproduction des exploitations agricoles. Le devenir de ces unités de production qui sont confrontées à différents types d'aléas (climatique et économique) ne peut être envisagé que dans le cadre d'une structure familiale pluriactive.

IV. - Conclusion

Le développement de l'agriculture familiale à revenus extérieurs dans les régions arides du Sud tunisien constitue une évolution des pratiques agricoles bien adaptée à un milieu écologique très difficile où l'aléa climatique joue un rôle déterminant. La diversification des activités au niveau de l'unité familiale constitue une réponse à cet aléa.

Lieu d'investissement et d'accumulation pendant les périodes d'aisance et de prospérité, l'agriculture familiale à revenus extérieurs devient, pendant les périodes difficiles, un lieu de refuge permettant d'assurer, au moins, une reproduction simple de la famille.

Dans notre cas d'étude, le développement des exploitations autour des puits de surface a été rendu possible, d'une part par l'investissement des revenus extérieurs (principalement de l'émigration ouvrière à l'étranger) et, d'autre part, par les efforts de l'Etat pendant les années 1970. Avec les difficultés économiques et le blocage de l'émigration des années 1980, ces exploitations ont joué un rôle très important dans le système de reproduction du groupe familial, notamment par le biais de l'emploi et de l'autoconsommation.

Dans le souci d'améliorer la rentabilité financière des investissements publics (crédits et subventions), les nouvelles politiques de l'Etat en matière de développement agricole ont tendance à favoriser l'épanouissement de l'entreprise agricole moderne mobilisant d'importants moyens financiers. L'application de cette nouvelle orientation a nécessité la mise en place d'un cadre législatif (code des investissements agricoles) et d'institutions spécialisées (banque et agence de promotion) pour l'encouragement des "promoteurs" agricoles. L'impact de cette nouvelle politique sur l'agriculture familiale à revenus extérieurs est pratiquement inexistant pour l'instant.

Le décalage existant entre les logiques de reproduction de cette agriculture et les objectifs (productivistes) de la nouvelle politique de promotion agricole explique ce manque d'impact. Ce constat nous amène à poser le problème du manque d'adaptation des politiques agricoles par rapport à un monde rural et agricole qui reste marqué par la pluriactivité des producteurs agricoles.

Notes

- 1 PDR : Programme de Développement Rural, FOSDA : Fonds Spécial pour le Développement Agricole, PAM : Programme Alimentaire Mondial.
- 2 Dinar tunisien = environ 7 F.F.
- 3 Institut des Régions Arides de Médénine - Département des Sciences Humaines.

Bibliographie

- ABAAB (A.), 1986.- Mutations socio-économiques de la Jeffara orientale (Sud tunisien).- In : *ROMM*, n° 41-42.- pp. 327-338.
- ABAAB (A.), LAMARY (M.), 1985.- *L'agriculture à temps partiel dans le Sud tunisien*.- Alger : CREA, MERCOOP (Séminaire sur la Pluriactivité des Agriculteurs dans le Bassin Méditerranéen, 21-22 avril).
- CHICHE (J.), 1985.- *Esquisse d'une typologie des pluriactivités dans les campagnes marocaines*.- Alger : CREA, MERCOOP (Séminaire sur la Pluriactivité des Agriculteurs dans le Bassin Méditerranéen, 21-22 avril).
- INSTITUT DES REGIONS ARIDES DE MEDENINE, 1986, 1987.- *Rapport d'activité*.
- OFFICE DE MISE EN VALEUR DES PERIMETRES IRRIGUES DE GABES ET MEDENINE.- *Rapport d'activité*.
- ZGHIDI (M.), 1985.- *Les conditions sociologiques et économiques du développement de la pluriactivité des agriculteurs en Tunisie*.- Alger : CREA, MERCOOP (Séminaire sur la pluriactivité des agriculteurs dans le bassin méditerranéen, 21-22 avril).